

Capital partenaire?

Par [JFB](#) le lun 22/03/2010 - 12:44

Suite à une dénonciation officielle de la PSZÁF (Autorité de Contrôle des Institutions Financières), la police a effectué une perquisition aux bureaux de Capital Partners, une société de consulting et d'investissements enregistrée en République Tchèque.

Cinq personnes ont été placées en garde dans le cadre de "l'affaire Capital Partners". Un Tchèque, deux Slovaques et deux Hongrois sont en effet soupçonnés de fraude et d'activité illicite. 15 personnes sont par ailleurs suspectées d'avoir simulé leurs activités de consulting afin de pouvoir mieux détourner les placements de leurs clients. Les sociétés partenaires et agents de Capital Partners, soit 70 personnes au total, ont immédiatement vu leur enregistrement rayé des registres nationaux et ne peuvent pour l'heure plus exercer.

La plainte de la PSZÁF était basée sur le résultat officiel des études de contrôle général de 2009, qui ont révélé la nature illicite de l'activité de Capital Partners. Selon ces études, la société est parvenue à convaincre plusieurs particuliers et sociétés d'investir dans en bourse dans des placements présentés comme étant prometteurs. Par différents biais, notamment en appliquant des frais de consultation très élevés au profit des agents et consultants, Capital Partners parvenait au bout du compte à engloutir la totalité des placements des investisseurs.

Capital Partners est une entreprise internationale de consulting et d'investissement, dont le siège se trouve à Prague depuis 1994 et qui possède plusieurs filiales dans la région (en Slovaquie, en Hongrie, en Pologne et en Slovénie). Ses activités vont de la vente et l'achat de titres boursiers à la consultation et formation financière en passant par le placement et l'octroi de crédits. L'enquête a révélé que la société embauchait des agents mal formés, souvent des étudiants, qui cherchaient à réaliser le plus de transactions boursières possibles en communiquant à leurs clients des informations fausses ou incomplètes afin d'encaisser le plus de recettes de consultation possible, celles-ci étant proportionnelles à la valeur des investissements. D'après les premières estimations de l'enquête, ces recettes s'élèveraient à 3 Mds de HUF. L'enquête policière ne portant que sur les activités de la société, les comptes et placements des clients usurpés restent accessibles. Avant

même le dépôt de cette plainte, la PSZÁF avait plusieurs fois rédigé des rapports sur le manque de transparence de l'activité de Capital Parnters, jugée ambiguë et allant à l'encontre de la loi sur l'activité financière et informative des sociétés de consulting. Les gérants de la société mère refusent de se prononcer sur cette affaire avant d'avoir réuni toutes les informations nécessaires pour dresser un état des lieux de leurs filiales, un examen administratif et financier toutefois d'ores et déjà entrepris par la Banque National Tchèque. L'audition des personnes placées en garde à vue en Hongrie est en cours à l'heure où nous mettons sous presse. Si leur participation est avérée, ils devront répondre d'une accusation de fraude et de malversation.

Kata Bors

- 15 vues

Catégorie

Agenda Culturel